


Les cheminots britanniques lancent une grève «historique», la plus grosse en trente ans

Par [Arnaud De La Grange](#) et AFP agence

Publié hier à 18:43,

Mis à jour il y a 4 minutes

▶ Écouter cet article 

00:00/05:55 



Lundi 20 juin, à l'heure de pointe le matin, à la gare de Waterloo, à Londres. Après le train, la grève devrait s'étendre mardi au métro. *TOBY MELVILLE/REUTERS*

Un mouvement social de trois jours commence. Ce mardi, une ligne sur deux est fermée et quatre trains sur cinq sont supprimés.

Correspondant à Londres

C'est la première grande salve d'avertissement social au gouvernement Johnson. Une ligne sur deux fermée et quatre trains sur cinq supprimés: les cheminots britanniques commencent ce mardi une grève de trois jours pour les emplois et les salaires, annoncée comme le plus gros débrayage en trente ans.

Le grand hall de la gare londonienne de King's Cross n'accueillait mardi matin qu'un public clairsemé, à la place de l'habituelle cohue des heures de pointe. Seuls quelques voyageurs guettaient çà et là les panneaux d'affichages, à l'affût d'informations sur les quelques trains en circulation. Des voyageurs qui se montraient majoritairement compréhensifs envers la grève des cheminots. Le mouvement reprendra jeudi puis samedi, mais les transports seront perturbés toute la semaine. Les Britanniques ont été invités à ne pas voyager durant ces jours noirs.

«Je dois voyager partout dans le pays pour mon travail. Alors aujourd'hui, je dois aller à Leeds (nord). Il n'y a pas autant de trains que d'ordinaire, mais j'ai réussi à m'arranger», a expliqué à l'AFP Jim Stevens, 40 ans, photographe commercial. Étonné du calme de la gare, il estime que les gens ont suivi les consignes du TfL, l'opérateur des transports publics de Londres, et sont restés travailler chez eux autant que possible, *«ou alors ont pris leur vélo»*, leur voiture ou le bus. Tamasine Hebaut, 40 ans aussi et secrétaire médicale, raconte être partie de chez elle une heure plus tôt que d'habitude. Arrivée à la gare de King's Cross, elle se demande à présent comment rejoindre le quartier de Battersea, au sud de la Tamise. *«Je vais peut-être marcher. Je dois aller travailler, car je travaille dans la santé»*, précise-t-elle.

«Nous devons faire ces réformes quoiqu'il arrive»

Après l'échec de négociations de la dernière heure, les parties campaient sur leurs positions mardi. Le miniprout des Transports Grant Shapps a encore parlé sur la chaîne Sky News d'un débrayage *«inutile»*. *«Nous devons faire ces réformes quoiqu'il arrive»*, a-t-il affirmé. Le miniprout dit envisager à l'avenir *«des protections»* pour les usagers des transports en commun, comme par exemple *«un service minimum»* ou le remplacement des grévistes, notamment par des intérimaires.

Le syndicat RMT avait prévenu début juin que plus de 50.000 employés des chemins de fer allaient cesser le travail *«lors du plus gros conflit sectoriel depuis 1989»* et les grandes privatisations du secteur, réclamant notamment des hausses salariales en phase avec l'inflation galopante.

Le gouvernement doit se réunir mardi mais il ne se prive pas de brandir le coût de cette grève, tout en rappelant que le secteur a bénéficié de 16 milliards de livres de subventions pendant la pandémie. Il déplore ainsi que des milliers de patients ne puissent se rendre à des rendez-vous médicaux déjà repoussés par le Covid et que les lycéens soient gênés pour leurs examens de fin d'étude. Le miniprout des Entreprises, Paul Scully, a averti que cette grève allait nuire *«aux entreprises et au*

gagne-pain des gens» alors que leurs finances sont déjà *«fragilisées»* par la crise du coût de la vie. Plusieurs grands événements sportifs et culturels pourraient aussi en pâtir, comme le fameux festival de musique de Glastonbury ou un concert des Rolling Stones à Hyde Park samedi.

Une hausse «raisonnable» des salaires

Le syndicat du rail RMT réclame des hausses salariales indexées sur l'inflation bondissante, laquelle pourrait passer la barre des 11%. Et proteste contre l'intention de Network Rail de supprimer au moins 2500 emplois de maintenance dans le cadre d'un plan d'économies ainsi que le projet de faire passer la semaine de travail de 35 heures à 40 ou 44 heures.

Par la voix du secrétaire d'État aux Finances, Simon Clarke, le gouvernement a dit souhaiter une hausse *«raisonnable»* des salaires, car une augmentation trop importante *«dopera l'inflation et alimentera les problèmes que nous essayons de résoudre»*.

Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille et la grève pourrait durer. Le secrétaire général du RMT, Mike Lynch, veut la continuer jusqu'à l'obtention d'un accord avec la poursuite des débrayages cet été s'il le faut. Ils pourraient toucher d'autres moyens de transport, comme les bus.

L'enseignement et la santé en ébullition

Pour le gouvernement, le risque est aussi que le mouvement se propage à d'autres secteurs. Lundi, les avocats ont à leur tour annoncé une grève qui pourrait paralyser les tribunaux. Elle commencera par deux jours, les 27 et 28 juin, et se poursuivra les semaines suivantes.

Les professions de la santé et de l'enseignement pourraient suivre. Les enseignants veulent des augmentations de salaire allant jusqu'à 12%, tandis que les infirmières exigent 5% de plus que l'inflation. La National Education Union estime ainsi que le salaire en termes réels des professeurs a baissé de 20% depuis 2010.

L'agitation menace de gagner d'autres secteurs comme la poste, les télécommunications, les agents de la circulation, les employés des collectivités locales et les fonctionnaires. Le gouvernement ne voudrait pas que les hausses de salaire du secteur public dépassent les 2%.

Voilà donc que se profile pour Beuprout Johnson le spectre d'un «été du mécontentement» et d'une grève générale. Mike Lynch a d'ores et déjà dit qu'il en soutiendrait le principe, et Frances O'Grady, la secrétaire générale de la puissante fédération de syndicats TUC, se dit prête à coordonner une telle action. Ce serait la première dans le pays depuis près d'un siècle.

L'aéroport de Bruxelles paralysé

Par Fabrice Nodé-Langlois

Pas un seul vol de passagers n'a décollé lundi de l'aéroport de Bruxelles-Zaventem, le plus fréquenté de Belgique. C'est une grève des agents de sécurité qui a entraîné l'annulation de tous les vols au décollage, tandis que trois arrivées sur quatre étaient supprimées. Les agents de Zaventem n'étaient pas les seuls à faire grève: trois grandes centrales syndicales de Belgique avaient appelé à une journée d'action nationale pour défendre les salaires.